

KM/KYA
BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

DECRET N° 2000- 318 /PRES/PM/MEF
portant définition des catégories d'Etablissements
Publics de l'Etat à caractère Administratif.

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

- VU la Constitution ;
- VU le Décret n° 99-003/PRES du 11 janvier 1999, portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le Décret n° 99-358/PRES/PM du 12 octobre 1999, portant remaniement du Gouvernement du Burkina Faso ;
- VU le Décret n° 97-468/PRES/PM du 31 octobre 1997, portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU le Décret n° 2000-154/PRES/PM/MEF du 27 avril 2000, portant organisation du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- VU la Loi n° 039/98/AN du 30 juillet 1998, portant réglementation des Etablissements Publics de l'Etat à caractère Administratif ;
- VU le Décret n° 99-051/PRES/PM/MEF du 05 mars 1999, portant statut général des Etablissements Publics de l'Etat à caractère Administratif ;
- SUR Rapport du Ministre de l'Economie et des Finances ;
- LE Conseil des Ministres entendu en sa séance du 28 juin 2000 ;

Visa CF n° 4308
17-07-2000

D E C R E T E

ARTICLE 1 : En application de l'article 3 de la Loi n° 039/98/AN du 30 juillet 1998, portant réglementation des Etablissements Publics de l'Etat à caractère Administratif, le présent décret détermine les catégories d'Etablissements Publics de l'Etat à caractère Administratif (EPA).

ARTICLE 2 : Les Etablissements Publics de l'Etat à caractère Administratif (EPA) sont répartis en quatre (4) catégories en fonction du critère de ratio d'autofinancement, ainsi qu'il suit :

- Catégorie A : les EPA qui s'autofinancent à plus de 80 % ;
- Catégorie B : les EPA qui s'autofinancent entre plus de 50 % à 80 % ;
- Catégorie C : les EPA qui s'autofinancent entre 20 % et 50 % ;
- Catégorie D : les EPA qui s'autofinancent à moins de 20 %.

ARTICLE 3 : Les éléments retenus pour déterminer le niveau d'autofinancement des EPA sont :

- les recettes propres générées par l'établissement ;
- le total des dépenses de fonctionnement.

Le niveau d'autofinancement est déterminé en faisant le rapport « Recettes propres générées par l'EPA sur le total des dépenses de fonctionnement ».

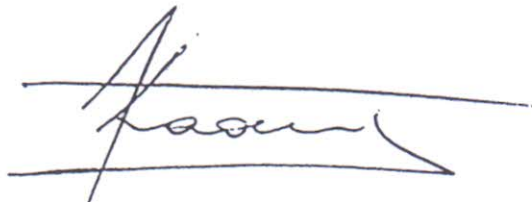
ARTICLE 4 : Le niveau d'autofinancement de chaque EPA sera révisé tous les trois (3) ans par décret pris en Conseil des Ministres après avis de l'Assemblée Générale des Sociétés d'Etat consacrée aux EPA. Le taux d'autofinancement obtenu à la clôture des comptes à la troisième année servira de base pour la classification de l'établissement.

ARTICLE 5 : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires.

ARTICLE 6 : Le Ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

OUAGADOUGOU, le 18 juillet 2000

Le Premier Ministre

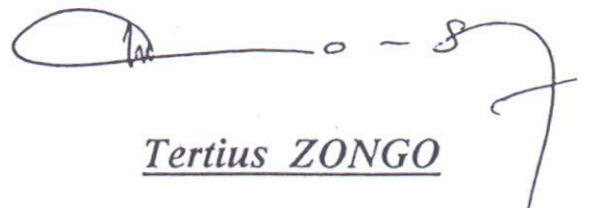


Kadré Désiré OUEDRAOGO



Blaise COMPAORE

Le Ministre de l'Economie
et des Finances



Tertius ZONGO